

Loi nationale sur l'habitation

D'aucuns disent qu'il importe peu que ces terrains appartiennent au gouvernement ou à l'entreprise privée, parce que la politique du gouvernement ne rendra pas les terrains aménagés moins chers. Les députés devraient lire les statistiques à ce sujet, monsieur l'Orateur. C'est ce que devrait faire le ministre plutôt que de s'écouter parler. Il n'y a rien dans ce bill qui puisse augmenter les réserves foncières. L'offre ne sera pas supérieure à la demande en matière de logement. Je sais que l'on a prévu un fonds hypothécaire pour que les maisons puissent être construites; mais qui peut se permettre ce luxe à l'heure actuelle? Tous les chiffres, bien sûr, sont relatifs. D'autre part, si 4 p. 100 seulement des salariés de Toronto peuvent se permettre de s'acheter une maison neuve, pensez, malgré toutes les belles paroles que nous avons entendues aujourd'hui, ce que cela signifie pour le Canadien moyen.

M. Hees: Ce n'est qu'une politique de riche.

M. Woolliams: Parfaitement. Comment lutter contre les retards d'aménagement des terrains?

M. Hees: En changeant de gouvernement.

M. Woolliams: Comment concevoir une politique nationale de logement utile au Canadien moyen?

M. Hees: En élisant un nouveau gouvernement.

M. Woolliams: Oui.

Une voix: N'interrompez pas un député de votre parti.

M. Hees: Lui et moi travaillons en équipe.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, j'assure au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) que son aide nous convient. Elle donne de la couleur au débat. J'espère que d'autres députés là-bas voient la lumière.

Tout d'abord, il faut organiser des rencontres à trois paliers selon un calendrier et non sur des bases improvisées. Il faut que le gouvernement fédéral réunisse les municipalités et propose une conférence à trois paliers consciente des besoins de la population. Ces besoins varient d'une région à une autre. D'après mon interprétation du bill, que j'espère bonne, on ne tiendra pas compte des besoins des différentes régions. Ce qui convient à Terre-Neuve et serait utile aux habitants de cette province peut ne pas s'appliquer aux gens des régions torontoise ou montréalaise, et ce qui est avantageux à Montréal ou à Toronto peut ne pas correspondre aux besoins des habitants de l'Ouest. Nous avons donc besoin d'une politique souple que seul peut créer un programme national de logement souple qui réponde aux besoins de toutes nos régions et donc à ceux de tous les Canadiens. Ce serait réaliser l'esprit de la confédération.

Le ministre a parlé de la réunion où les municipalités avaient été invitées. A la suite de cette réunion, j'ai reçu des lettres dans lesquelles on me disait que les provinces ont certes rencontré le gouvernement fédéral et le ministre, mais que les maires des municipalités n'ont servi que de toile de fond à cette réunion. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, avons demandé à assister à cette conférence pour voir ce qui s'y passait. Nous avons appris que les représentants des municipalités ont joué à cette réunion à peu près le même rôle que des draperies dans un immeuble à bureaux. N'est-il pas merveilleux de voir le ministre s'exclamer «Quelle politique nous avons mise au point et

[M. Woolliams.]

quelle réunion nous avons eue!» J'aimerais vous citer les propos d'un échevin de Vancouver. Il a dit:

• (2110)

La semaine dernière, j'assistais à Toronto à la première réunion des trois paliers de gouvernement dans l'histoire du pays. Réunion importante pour les municipalités, car on les reconnaissait en quelque sorte comme un troisième palier de gouvernement, mais décevante en ce qu'on n'a rien prévu en fait de consultation à long terme aux trois paliers.

Ce que devraient faire avant tout les municipalités, c'est de dresser un ordre du jour pour la conférence aux trois paliers. Les maires intéressés devraient avoir leur mot à dire. La ville de Montréal est plus peuplée que la plupart des provinces. La ville de Toronto compte plus d'habitants que toute autre province, sauf celles d'Ontario et de Québec. Les maires, échevins et spécialistes de ces grands centres urbains, devraient quoi qu'en dise la constitution manifestement avoir voix au chapitre au même titre que le ministre, car ils représentent des milliers, sinon des millions, de personnes.

Une voix: Voilà pourquoi Phil Givens a abandonné la partie.

M. Woolliams: Je crois que oui. Il n'en pouvait plus. C'était terrible. Je ne dirai rien de son état car je ne veux pas toucher la corde sensible.

M. Hees: Restez calme.

M. Woolliams: C'est exact. Les programmes de subventions conditionnelles du gouvernement fédéral ne peuvent venir à bout de la tâche. Des programmes uniformes ont gravement faussé les priorités locales. Ils ne sont pas à la hauteur des besoins réels des municipalités et, par ricochet, des gens. Il nous faut créer un programme fédéral souple, capable de répondre aux besoins des gens. Il faut donc tenir compte des régions. Une fois que le bill sera au comité, j'espère que le ministre tiendra compte de cette recommandation.

Une autre chose s'impose; accorder une plus grande part des recettes aux provinces et, partant, aux municipalités. Le moment en est venu. Lors de la présentation du fameux projet de loi sur la réforme fiscale, on le qualifiait de grand bill réformateur. Maintenant le gouvernement a besoin de Fred Davis pour en convaincre les Canadiens. A la question posée hier par le député de Calgary-Sud (M. Bawden), le ministre a répondu que le gouvernement avait des avocats conseils pour dire aux gens comment remplir leur déclaration d'impôt. Même si Fred Davis dit aux Canadiens comment remplir leur déclaration d'impôt, il ne peut leur garantir que la situation sera la même dans six mois, lorsqu'arriveront les évaluateurs. Ce qui ressort du bill fiscal, c'est que les provinces se rendent compte maintenant que le gouvernement fédéral, prétexte de faire une réforme fiscale, s'est approprié la plus grande part des recettes, réduisant à la famine provinces et municipalités. Voilà ce qui est arrivé.

Des voix: Bravo!

M. Woolliams: Par conséquent, une part plus grande des recettes devrait passer du gouvernement fédéral aux provinces. Malgré la puissante constitution des États-Unis, le président Nixon a signé une part de 30 milliards de dollars à l'intention des États, comtés, et villes, prélevée sur les recettes perçues par le gouvernement à cette fin. Le moment est peut-être venu d'examiner minutieuse-